



National Research Council Canada  
Administrative Services and  
Property Management Branch

Conseil national de recherches Canada  
Direction des services administratifs et  
gestion de l'immobilier

**REQUEST FOR QUOTATION  
DEMANDE DE SOUMISSION**

**RETURN BIDS TO :  
RETOURNER LES  
SOUMISSIONS A:**

National Research Council Canada (NRC)  
Procurement Services  
1200 Montreal Road, Building M-22  
Ottawa, Ontario  
K1A 0R6  
Bid Fax: (613) 991-3297

Conseil national de recherches Canada  
Services d'approvisionnement  
1200, chemin de Montréal, Édifice M-22  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0R6  
Offre Télécopieur: (613) 991-3297

Instructions: See Herein

Proposal To:

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux:

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).



<b>Title/Sujet</b>  <b>Services d'entretien paysager – Conseil National de Recherches du Canada, Montréal, Québec</b>	
<b>Solicitation No./N. de l'invitation</b> <b>17-22002</b>	<b>Date</b> <b>12 Avril 2017</b>
<b>Solicitation Closes/L'invitation prend fin</b> <b>at/à 14h</b> <b>on/le 23 mai 2017</b>	<b>Time Zone/Fuseau Horaire</b> <b>HAE</b>
<b>Address Enquiries To/Adresser demandes de renseignements à :</b>  <b>Melody Ellis</b> <b>Telephone No./N. de téléphone : (613) 993-4461</b>	

Instructions: Voir aux présentes

<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No./N. de telephone</b> <b>Facsimile No./N. de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisé à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## **SERVICES D'ENTRETIEN PAYSAGER**

### **1.0 PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS**

- 1.1 Vous êtes par la présente invité(e) à soumettre une proposition technique, en deux (2) exemplaires ainsi que deux (2) exemplaires d'une proposition financière distincte pour satisfaire au besoin dont fait état la présente demande de proposition (DDP). Une enveloppe doit porter lisiblement la mention « Proposition technique » et l'autre, « Proposition financière ». Les coûts ne doivent figurer nulle part ailleurs que dans la proposition financière. Fournir de l'information financière dans la proposition technique entraînera la disqualification du soumissionnaire. Toutes les propositions doivent inclure la page de couverture signée et datée par un ou une représentant(e) autorisé de la compagnie.

### **2.0 DESCRIPTION DES TRAVAUX**

- 2.1 L'entrepreneur fournira les services d'entretien paysager pour le Conseil National de Recherches du Canada, 6100 avenue Royalmount, Montréal, Québec, conformément aux conditions de l'énoncé des travaux détaillées à l'**annexe « A »** de ce document.

### **3.0 DURÉE DU CONTRAT**

- 3.1 Le contrat d'entretien pour la saison 2017 débutera le 1<sup>er</sup> juin 2017 et se terminera le 15 novembre 2017.
- 3.2 L'entrepreneur accorde au Canada les options irrévocables de prolonger la durée du présent contrat pour six (6) périodes d'une année chacune. Pour chacune des années optionnelles, les travaux commenceront le 15 avril et seront achevés le 15 novembre.

### **4.0 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

- 4.1 Si vous voulez obtenir plus de renseignements sur l'un des aspects de cette DDS, veuillez communiquer, au moins dix jours ouvrables avant la date limite, avec l'autorité contractante. Toutes les demandes doivent être présentées par écrit. On ne peut garantir une réponse aux demandes reçues moins de dix jours ouvrables avant la date de clôture. L'information verbale reçue ne liera pas le CNRC.

Melody Ellis

Services d'approvisionnement

Conseil national de recherches Canada

1200, chemin de Montréal, édifice M-22

Ottawa (Ontario) K1A 0R6

Téléphone : (613) 993-4461

Télécopieur : (613) 991-3297

- 4.2 Afin de garantir que les soumissionnaires aient tous accès à la même information, les réponses aux demandes de renseignements générales seront mises à la disposition de tous les soumissionnaires, sauf si leur publication révélait des renseignements exclusifs. Le soumissionnaire qui pose la question ne sera pas identifié. Les questions techniques qui sont considérées comme exclusives par le soumissionnaire doivent être clairement indiquées. Dans ces cas, le CNRC répondra individuellement au soumissionnaire. Si le CNRC ne considère pas la question comme exclusive, le soumissionnaire pourra la retirer, ou acceptera que la question et la réponse soient mises à la disposition de tous les soumissionnaires par le biais du Système d'invitations ouvertes à soumissionner (SIOS).
- 4.3 Au cours de la période de publication, les soumissionnaires qui tentent d'obtenir des renseignements concernant tout aspect de cette DDP en s'adressant à une personne-ressource du CNRC autre que l'autorité contractante indiqué dans le présent document risque de voir leur offre jugée inadmissible (pour cette seule raison).
- 4.4 Le soumissionnaire a la responsabilité d'obtenir, si nécessaire, des précisions sur les exigences contenues dans le présent document avant de présenter sa proposition. Le soumissionnaire doit obtenir une confirmation écrite de l'autorité contractante de tout changement ou toute modification à cette DDP.

## 5.0 DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES PROPOSITIONS

- 5.1 Les propositions doivent parvenir au plus tard 14h00 HAE, le 23 mai 2017 à l'**autorité contractante**:

Melody Ellis  
Services d'approvisionnement  
Conseil national de recherches Canada  
1200, chemin de Montréal, édifice M-22  
Ottawa (Ontario) K1A 0R6 Téléphone : (613) 993-4461

**Aucune proposition ne devra être envoyée directement au chargé de projet**

- 5.2 Vous êtes par la présente invité(e) à soumettre une proposition « critères obligatoire » en deux (2) exemplaires ainsi que deux (2) exemplaires d'une proposition financière distincte pour satisfaire au besoin dont fait état la présente demande de proposition (DDP). Une enveloppe doit porter lisiblement la mention « critères obligatoire » et l'autre, « Proposition financière ». Les coûts ne doivent figurer nulle part ailleurs que dans la proposition financière. Fournir de l'information financière dans la proposition technique entraînera la disqualification du soumissionnaire. Toutes les propositions doivent inclure la page de couverture signée et datée par un ou une représentant(e) autorisé de la compagnie.

Les propositions doivent être livrées sous pli cacheté et porter mention exacte du nom du soumissionnaire et du numéro de la DDP. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de s'assurer que sa proposition est estampée avec la date et l'heure de livraison signée par la réceptionniste comme preuve que le CNRC a bien reçu la proposition avant la date limite de clôture. Le soumissionnaire est responsable de toutes les conséquences et de tous les risques liés à une livraison incorrecte des soumissions.

- 5.3 Les demandes de soumissions doivent être conformes aux instructions et conditions uniformisées (Applicable aux Demandes de Soumissions) tel que précisé à l'**annexe « E »** de ce document.
- 5.4 Compte tenu du caractère de la présente demande, la transmission de ces documents par télécopieur ne sera pas acceptée.
- 5.5 Le CNRC n'acceptera aucune soumission par courrier électronique ou sur disquette.
- 5.6 Les propositions reçues après la date de clôture ne seront pas examinées et seront retournées à l'expéditeur. L'expéditeur assume l'entière responsabilité de l'envoi et de la livraison en temps utile de sa proposition et ne saurait en aucun cas l'imputer au CNRC. Aucun renseignement supplémentaire ne sera accepté après la date de clôture, à moins que le CNRC n'ait demandé un éclaircissement.
- 5.7 Toutes les propositions deviendront la propriété du CNRC et ne seront pas retournées à l'expéditeur.

## 6.0 EXIGENCES OBLIGATOIRES

- 6.1 Décrire les capacités opérationnelles du soumissionnaire et fournir une liste du matériel disponible pour remplir les conditions du contrat.

Donner trois (3) références pouvant indiquer que le soumissionnaire a déjà offert des services semblables d'entretien de terrains extérieurs; inclure les noms et numéros de téléphone des personnes pouvant fournir ces références, ainsi que la valeur et la durée du/des marché(s).

- 6.2 L'entrepreneur désignera une personne ressource responsable qui sera le contact essentiel entre le CNRC et lui-même pour le contrat de déneigement et fournira tous les numéros de téléphone nécessaires afin de le rejoindre en tout temps.
- 6.3 Fournir une preuve d'assurance pour une valeur d'un million de dollars. (**Annexe « F »**)
- 6.4 Tel qu'indiqué dans l'article 5.2, fournir la liste ces critères obligatoires dans une enveloppe séparée, clairement identifiée « CRITERES OBLIGATOIRES »

La **proposition critères obligatoire** doit contenir les éléments suivants :

1. Décrire les capacités opérationnelles du soumissionnaire et fournir une liste du matériel disponible pour remplir les conditions du contrat.
2. Donner trois (3) références pouvant indiquer que le soumissionnaire a déjà offert des services semblables d'entretien de terrains extérieurs; inclure les noms et numéros de téléphone des personnes pouvant fournir ces références, ainsi que la valeur et la durée du/des marchés).
3. L'entrepreneur désignera une personne ressource responsable qui sera le contact essentiel entre le CNRC et lui-même pour le contrat de déneigement et fournira tous les numéros de téléphone nécessaires afin de le rejoindre en tout temps.

La **proposition financière** doit contenir les éléments suivants :

1. Matrice de prix (**Annexe « B »**)
2. Preuve d'assurance (**Annexe « F »**)
3. Formulaire de déclaration (**Annexe « D »**)

## **7.0 RÉUNION OBLIGATOIRE DES SOUMISSIONNAIRES**

- 7.1 Au moins un (et au plus deux) représentant des soumissionnaires qui entendent soumissionner doit assister à une des réunions obligatoires : **mardi 2 et mercredi 3 mai 2017**. Les représentants devront rencontrer M. **Sylvain Grenier** à **9 h** à l'entrée des visiteurs de l'édifice au 6100 Royalmount à Montréal. Les soumissionnaires qui, pour une raison quelconque, ne peuvent pas participer à la date et à l'heure prévues ne pourront obtenir un deuxième rendez-vous et leur soumission ne pourra être considérée.
- 7.2 À titre de preuve de présence à la réunion des soumissionnaires, les représentants des entrepreneurs **DOIVENT** signer le formulaire de présence que l'autorité contractante mettra à leur disposition. Il appartient à tous les soumissionnaires de s'assurer que leurs représentants signent le formulaire de présence à la réunion obligatoire avant de quitter les lieux. Les propositions déposées par des soumissionnaires qui n'ont pas participé à la conférence ou qui n'ont pas signé le formulaire de présence seront jugées irrecevables.

## **8.0 PROPOSITION DE COÛT**

- 8.1 Les soumissionnaires doivent compléter le tableau de propositions des coûts qui se trouve à l'**annexe « B »** de ce document.
- 8.2 La taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente harmonisée (TVH) : selon le cas, est applicable à cette demande de proposition; cependant, l'entrepreneur devra fournir séparément une estimation du montant de la TPS ou la TVH.
- 8.3 Les soumissions seront évaluées en dollars canadiens. Par conséquent, aux fins d'évaluation, le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions sera appliqué pour convertir les devises étrangères. Les prix indiqués ne seront pas assujettis aux variations des taux d'intérêt, commerciaux ou autres, pendant l'évaluation ou la durée du contrat.

## **9.0 CONDITIONS DE LA PRÉSENTATION**

- 9.1 Le Conseil national de recherches n'effectuera aucun paiement pour les coûts encourus pour la rédaction et la présentation des propositions en réponse à cette demande ni pour ceux engagés pour une explication ou une démonstration demandée par le CNRC. Le Conseil national de recherches se réserve le droit de rejeter toute proposition ou d'accepter une proposition dans sa totalité sans négociation. Il ne sera pas nécessairement adjugé de marché à l'issue de ce concours. Le CNRC se réserve le droit d'annuler ou de réémettre cette exigence en tout temps.
- 9.2 Le choix du soumissionnaire sera fondé sur la base du plus bas prix de la DDP qui aura rencontré tous les critères obligatoires.

- 9.3 Les propositions soumises devront être valides pour au moins soixante (60) jours à compter de la date de clôture de la DDP.
- 9.4 Votre proposition doit comprendre l'énoncé suivant :
- « Nous certifions par la présente que le prix indiqué ne dépasse pas le prix le plus bas demandé à tous nos autres clients, notamment notre client préféré, en échange de services semblables. »
- 9.5 Tout contrat résultant de cette offre sera assujéti aux conditions générales 2010C (voir l'annexe « C ») et à toute autre condition particulière qui pourrait s'appliquer.

## **10.0 POSSESSION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET AUTRE**

- 10.1 Tous les renseignements recueillis ou examinés ainsi que tous les produits mis au point à la suite de la présente demande de proposition doivent être traités de manière confidentielle et être considérés propriété du CNRC.

## **11.0 CONFIDENTIALITÉ**

- 11.1 Ce document est NON CLASSIFIÉ, cependant l'entrepreneur doit traiter comme étant confidentielle, pendant et après la période du contrat, toute information de nature confidentielle concernant les affaires du CNRC venant à la connaissance de ses agents.

## **12.0 PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI**

- 12.1 Les soumissionnaires doivent noter qu'en vertu du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, certaines entreprises présentant des offres pour des marchés du gouvernement fédéral doivent s'engager en bonne et due forme à mettre en œuvre un programme d'équité en matière d'emploi, avant que leur proposition soit validée. Ce programme ne vise que les entreprises établies au Canada.
- 12.2 En présentant une proposition, les soumissionnaires doivent remplir et retourner, avec leur proposition, l'attestation pertinente pour le « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi » incluse à l'**annexe « D »** - Formulaire de déclaration, ci-jointe aux présentes. Si l'attestation n'est pas remplie ou fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.
- 12.3 On peut obtenir des renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi dans le cadre du Service électronique d'appel d'offres du gouvernement à l'adresse internet suivante: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>
- 12.4 On peut se procurer les numéros d'attestations auprès du bureau suivant :

Programme de contrats fédéraux  
Place du Portage Phase II,  
9<sup>e</sup> étage  
165, Hôtel de Ville, Hull (Québec)  
K1A 0J2

## **13.0 CODE CRIMINEL DU CANADA**

- 13.1 Le Canada peut rejeter une soumission dans l'un ou l'autre des cas suivants le soumissionnaire ou l'un de ses employés ou sous-traitants visé dans la soumission a été reconnu coupable en vertu de l'article 121 (« Fraudes envers le gouvernement ») et « Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale », 124 (« Achat ou vente d'une charge ») ou 418 (« Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté ») du Code criminel.

## DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

**Le soumissionnaire est tenu de respecter les dispositions et les modalités suivantes liées au contrat subséquent.**

### 14.0 EXIGENCE RELATIVE AUX FEUILLETS T4A SUPPLEMENTAIRES

14.1 Conformément à l'alinéa 221 (1) d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide de feuillets T4A Supplémentaires, les paiements contractuels versés aux entrepreneurs en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés de biens et de services). Afin de permettre aux ministères-clients et organismes de se conformer à cette exigence, les entrepreneurs sont tenus de fournir des renseignements quant à leur appellation légale et statut juridique, numéro d'entreprise ou numéro d'assurance sociale ou autre identificateur unique au fournisseur, le cas échéant, ainsi qu'une attestation à l'effet qu'ils sont précis et complets.

### 15.0 POLITIQUE ANTI-TABAC

15.1 Lorsque l'exécution des travaux exige la présence du personnel de l'entrepreneur dans les locaux du gouvernement, l'entrepreneur veillera à ce que son personnel se conforme à la politique du gouvernement du Canada qui interdit l'usage du tabac dans les locaux du gouvernement.

### 16.0 ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET AUX ÉQUIPEMENTS DU GOUVERNEMENT

16.1 Le chargé de projet nommé dans ce document s'occupera de prendre les arrangements requis pour permettre l'accès du fournisseur aux installations et aux équipements nécessaires à l'exécution du travail. Toutefois, il ne supervisera pas les activités ou les heures de travail du fournisseur sur une base quotidienne.

16.2 Le fournisseur consent et s'engage à respecter tous les règlements en vigueur sur le lieu de travail quant à la sécurité des personnes ou à la protection des biens contre les pertes ou les dommages de toute nature, y compris les incendies.

### 17.0 CONDITIONS GÉNÉRALES

17.1 Les conditions générales 2010C, intitulées Conditions générales : Services et figurant à l'**annexe « C »** constituent une partie de ce contrat.

### 18.0 MODALITÉS DE PAIEMENT

18.1 Le CNRC paiera pour les travaux accomplis :

- a) soit dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle tous travaux ont été livrés aux endroits désignés dans le contrat et tous les autres travaux que l'entrepreneur était tenu d'exécuter conformément aux conditions du contrat ont été terminés; ou
- b) soit dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle une facture et les documents à l'appui ont été reçus conformément aux conditions du contrat;

le délai le plus long étant retenu.

18.2 Si le CNRC s'oppose au contenu de la facture ou des documents à l'appui, le CNRC devra, dans les quinze (15) jours suivant leur réception, aviser l'entrepreneur de la nature de l'objection. On entend par contenu de la facture une facture qui contient ou à laquelle s'ajoute de la documentation à l'appui telle qu'exigée par le CNRC. Si le CNRC ne donne pas suite dans les quinze (15) jours, la date stipulée au paragraphe 1 de la clause servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

## 19.0 SANCTIONS INTERNATIONALES

- 19.1 Les personnes au Canada, et les Canadiens à l'étranger, sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays assujettis aux sanctions économiques. Les détails relatifs aux sanctions actuellement en vigueur peuvent être vus à l'adresse suivante : <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=eng>
- 19.2 Une condition essentielle de ce contrat est que l'entrepreneur ne fournisse pas au gouvernement canadien un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
- 19.3 Tel que prescrit par le règlement en vigueur, l'entrepreneur devra respecter tout changement apporté aux sanctions imposées durant la période du contrat. Lors de l'exécution du contrat, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou service à la liste des biens et services devait empêcher l'entrepreneur de satisfaire la totalité ou une partie de ses obligations, l'entrepreneur pourra invoquer la force majeure. L'entrepreneur devra informer le Canada immédiatement de la situation; la procédure établie pour la force majeure s'appliquera alors.

## 20.0 RÉSIDENT NON PERMANENT (COMPAGNIE CANADIENNE)

- 20.1 Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que les exigences en matière d'immigration relatives aux résidents non permanents qui doivent séjourner au Canada pour exécuter le contrat sont respectées. Dans certains cas, le permis de travail requis pour entrer au Canada ne peut être délivré sans l'approbation préalable du Centre de ressources humaines Canada (CRHC). Il faut toujours communiquer avec le CRHC dès que l'on a décidé de faire venir un résident non permanent. L'entrepreneur sera responsable de tous les frais occasionnés par suite de la non-conformité aux exigences en matière d'immigration.

## 21.0 PAIEMENT FORFAITAIRE - PROGRAMMES DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS

- 21.1 Aux termes du marché:
- l'entrepreneur déclare au représentant ministériel s'il a reçu un paiement forfaitaire en vertu d'un programme de réduction des effectifs, ce qui comprend sans s'y limiter la Directive sur le réaménagement des effectifs, le Programme de prime de départ anticipé, le Programme d'encouragement à la retraite ou le Programme de transition dans la carrière pour les cadres de direction, qui ont été instaurés en vue de réduire la taille de la fonction publique;
  - l'entrepreneur a informé le représentant ministériel des modalités du programme de réduction des effectifs en vertu duquel il a reçu un paiement forfaitaire ainsi que de la date à laquelle prend fin la période visée par ce paiement, du montant du paiement forfaitaire et du taux de rémunération sur lequel le montant forfaitaire a été calculé et
  - l'entrepreneur a informé le représentant ministériel de toute exemption à la réduction des honoraires des marchés qu'il touche en vertu du Décret sur le programme de prime de départ anticipé, ou en vertu des dispositions du numéro 4 de l'Avis 1995-8 du 28 juillet 1995.

## 23.0 NIVEAU DE SÉCURITÉ

- 23.1 Avant l'exécution des obligations prévues dans le contrat, tout le personnel associé au projet devra avoir été l'objet d'une **vérification de la fiabilité** en vertu de la politique du Gouvernement canadien concernant la sécurité.
- 23.2 Avant l'attribution de l'offre à commandes et l'établissement d'une commande, une Liste de vérification relative à la sécurité (LVRS), formulaire TBS/SCT 350-103 incluse à l'**annexe « G »**, devra être établie.

## **24.0 PAIEMENT FORFAITAIRE - PROGRAMMES DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS**

24.1 Aux termes du marché:

- a. l'entrepreneur déclare au représentant ministériel s'il a reçu un paiement forfaitaire en vertu d'un programme de réduction des effectifs, ce qui comprend sans s'y limiter la Directive sur le réaménagement des effectifs, le Programme de prime de départ anticipé, le Programme d'encouragement à la retraite ou le Programme de transition dans la carrière pour les cadres de direction, qui ont été instaurés en vue de réduire la taille de la fonction publique;
- b. l'entrepreneur a informé le représentant ministériel des modalités du programme de réduction des effectifs en vertu duquel il a reçu un paiement forfaitaire ainsi que de la date à laquelle prend fin la période visée par ce paiement, du montant du paiement forfaitaire et du taux de rémunération sur lequel le montant forfaitaire a été calculé et
- c. l'entrepreneur a informé le représentant ministériel de toute exemption à la réduction des honoraires des marchés qu'il touche en vertu du Décret sur le programme de prime de départ anticipé, ou en vertu des dispositions du numéro 4 de l'Avis 1995-8 du 28 juillet 1995.

## **25.0 PIÈCES JOINTES**

Annexe « A » - Énoncé des travaux

Annexe « B » - Tableau - Proposition de coût

Annexe « C » - Conditions générales

Annexe « D » - Formulaire de déclaration - DDP

Annexe « E » - Instructions et conditions uniformisées applicables aux demandes de soumissions.

Annexe « F » - Formulaire d'assurance

Annexe « G » - Liste de vérification des Exigences Relatives à la Sécurité.

Annexe « H » - Carte



## **ANNEXE A - CAHIER DES CHARGES - SERVICE D'ENTRETIEN PAYSAGER**

### **1.0 GÉNÉRALITÉS**

- 1.1 L'entrepreneur devra fournir les services d'entretien paysager des espaces spécifiés dans le présent devis et identifiés sur le dessin 17-0310.

### **2.0 AMPLEUR DES TRAVAUX**

- 2.1 Les travaux du présent contrat couvrent les terrains extérieurs et les cours intérieures de Conseil National de Recherches du Canada, situé au 6100 de la rue Royalmount à Montréal.
- 2.2 L'entrepreneur devra fournir tous les équipements, main d'œuvre, véhicules, outils, matières, sous-traitants, et fournir les services suivants en accord avec les termes et conditions du contrat :
  - 2.2.1 Nettoyage printanier et automnal
  - 2.2.2 Entretien des pelouses et nettoyage des aires de pavage
  - 2.2.3 Contrôle de la végétation
  - 2.2.4 Entretien des fleurs annuelles et vivaces
  - 2.2.5 Entretien des arbres, arbustes et haies
  - 2.2.6 Épandage de fertilisants et d'agents phytoprotecteurs
  - 2.2.7 Ajout de paillis au besoin dans les zones déjà recouvertes de paillis
- 2.3 Quinze (15) jours après l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit soumettre une proposition d'horaire d'entretien des terrains à l'autorité responsable. L'autorité responsable se réserve le droit de spécifier l'ordre d'exécution des activités, d'en modifier l'ordre de priorités, ainsi que les horaires.

### **3.0 ARBUSTES**

- 3.1 Au printemps, nettoyer les arbustes de toutes branches mortes. Ameublir le sol sans endommager les racines des plantes.
- 3.2 L'élimination des bois morts, brisés ou endommagés doit être fait tout au long de la saison.
- 3.3 De façon générale, la taille des arbustes sera faite au printemps, sauf pour les espèces qui fleurissent plus tard dans l'année ou qui doivent être taillées après la floraison.

- 3.4 Les arbustes morts ou qui ne peuvent être réchappés par des techniques d'entretien devront être retirés selon un plan détaillé et une proposition écrite pré-approuvée par l'ingénieur du bâtiment.

#### **4.0 ARBRES**

- 4.1 La taille devra être faite au printemps, avant le bourgeonnement, sauf pour les érables, bouleaux et ormes qui devront être taillés à l'automne.
- 4.2 La taille ne devra jamais être de plus de 30% du volume de l'arbre.
- 4.3 Les arbres devront être catalogués et surveillés durant toute la saison de croissance, en enregistrant toutes les pratiques d'entretien dans un rapport détaillé.
- 4.4 Le retrait d'un arbre entier doit être pré-approuvé par l'ingénieur du bâtiment après révision d'un plan et d'une requête pour définir le travail.

#### **5.0 FLEURS ANNUELLES ET VIVACES**

- 5.1 Tel qu'indiqué dans l'article 5.5 l'entrepreneur devra fournir les fleurs afin de bien garnir toutes les plantations indiquées sur le dessin 17-0310-. A titre d'information se référer aux photos de l'annexe « F »
- 5.2 Les plates-bandes et les rocailles devront être nettoyés au printemps pour y éliminer les débris et les mauvaises herbes. Le sol devra ensuite être ameubli et enrichi de terre végétale si nécessaire
- 5.3 Le gazon devra être découpé autour des lits de plantation de manière à maintenir les contours originaux.
- 5.4 Toutes les fleurs devront être maintenues avec un programme qui procurera une haute qualité de vigueur et d'apparence esthétique.
- 5.5 Après une inspection complète de la propriété, l'entrepreneur soumettra un plan de la végétation vivace existante et une proposition pour intégrer des fleurs annuelles sur le site, tel qu'indiqué dans la section 10.1 travaux optionnels.

#### **6.0 PELOUSES**

- 6.1 Au printemps, les débris accumulés au cours de l'hiver devront être ramassés.

- 6.2 Le gazon devra être raclé afin d'enlever toute la végétation morte, particulièrement aux endroits qui auront été recouverts de glace.

## **7.0 TONTE DU GAZON**

- 7.1 Utiliser un équipement qui fonctionne adéquatement avec des couteaux bien affûtés.
- 7.2 Ne jamais tondre plus ras que 50 mm à la base du sol. Si le gazon a dépassé une hauteur de 80 mm, régler la tondeuse de manière à ne pas couper plus du tiers de la hauteur en une seule coupe.
- 7.3 Il n'est pas nécessaire de ramasser l'herbe de façon régulière. Cependant ramasser les andains et enlever toute accumulation d'herbe.
- 7.4 Utiliser les outils appropriés pour tailler le gazon le long des bâtiments, des clôtures et des stationnements. Toutefois, autour des arbres et des arbustes, une attention particulière doit être portée au maniement des équipements afin de ne pas endommager l'écorce de ces derniers.
- 7.5 Régulièrement découper le gazon autour des lits de plantation, selon les contours d'origine.

## **8.0 AIRES DE PAVAGE**

- 8.1 Au printemps, les trottoirs et les endroits recouverts de pavés unis (incluant les cours intérieures) devront être nettoyés de manière à débarrasser le sable, le gravier et le sel accumulés au cours de l'hiver en évitant de le diriger sur le gazon, les plates-bandes ou dans les égouts.
- 8.2 Au printemps, les chemins d'accès et les aires de stationnement asphaltés devront être nettoyés avec un balai mécanique en incluant les bordures des trottoirs.
- 8.3 Tous les travaux sur ces surfaces devront être exécutés en dehors des heures régulières de travail selon un horaire pré-approuvé par l'ingénieur du bâtiment.

## **9.0 ARROSAGE**

- 9.1 La végétation des cours intérieures de même que celle qui entoure le bâtiment, incluant les arbres, devra être arrosée pour empêcher son dépérissement pas sécheresse.
- 9.2 L'entrepreneur devra fournir les boyaux d'arrosage et tout le matériel requis pour l'arrosage.
- 9.3 Avant de procéder à un arrosage, l'entrepreneur devra en informer l'ingénieur responsable et obtenir son approbation.
- 9.4 L'arrosage devra être ajusté pour minimiser le temps où les feuilles seront mouillées de façon à réduire la susceptibilité des plantes à développer des maladies et pour éviter d'inonder les secteurs arrosés.

## **10.0 FERTILISATION**

- 10.1 Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de maintenir les pelouses, arbres arbuste et aménagements floraux en utilisant les fertilisants et herbicides nécessaires afin d'assurer une belle apparence, bonne croissance et santé. Par conséquent l'entrepreneur fournira tous les produits nécessaires.
- 10.2 L'entrepreneur doit respecter toutes les lois, procédure et règlements en vigueur.
- 10.3 Il est interdit d'appliquer des fertilisants dans un rayon de 25 m des entrées d'air de l'édifice, tel qu'indiqué au dessin 17-0310-.

## **11.0 TRAVAUX OPTIONNELS**

### **11.1 Engazonnement par plaques**

- 11.1.1 Lors d'engazonnement par plaques, il faudra, avant d'épandre de la terre végétale, que le sol soit amendé, la surface bien préparée et exempte de débris.
- 11.1.2 L'épandage de la terre végétale doit être fait sur un sol détrempe et non gelé. Nous définissons comme une terre végétale un terreau sablo-argileux ou argilo-sableux dont la teneur en matière organique se situe entre 4 et 20% et dont le Ph se situe entre 6 et 7. Cette terre doit être exempte de racines, de pierres et de mottes dépassant 50 mm de diamètre.

- 11.1.3 L'épandage de la terre doit être uniforme sur toutes les surfaces à engazonner avec une épaisseur minimum de 10cm après tassement.
- 11.1.4 L'épandage de la terre végétale doit se faire manuellement autour des arbres et des arbustes existants afin de ne pas endommager ceux-ci.
- 11.1.5 Faire l'application d'engrais 100% naturel pour tourbe avant de procéder à l'engazonnement.
- 11.1.6 L'épandage de l'engrais doit se faire sur une surface selon les recommandations du fabricant.
- 11.1.7 Pose de gazon en plaques ; si la surface du sol est sèche, on doit l'arroser légèrement avant la pose du gazon.
- 11.1.8 Afin de bien faire adhérer les racines au sol. On doit rouler le gazon avec un rouleau de 30 à 50 kg par 30 cm de largeur.
- 11.1.9 Dès que le gazon est en place, il faut l'arroser en pluie fine pour assurer un mouillage jusqu'à 100 mm dans le sol.
- 11.1.10 De façon générale, la tonte peut être faite après l'installation des plaques. Cependant il ne faut pas enlever plus du tiers de la hauteur à la fois ni le abattre à plus de 40 à 50 mm.
- 11.1.11 Eviter le piétinement du gazon durant le premier mois qui suit la pose.

## **11.2 Engazonnement par ensemencement**

- 11.2.1 Les semences doivent être certifiées et on doit éviter de conserver les semences d'une année à l'autre de façon à garantir une faculté germinale d'au moins 75%.
- 11.2.2 La préparation est similaire à l'engazonnement par plaques.
- 11.2.3 Les semences doivent être épandues, la moitié dans une direction et l'autre moitié perpendiculaire à la première application.
- 11.2.4 La quantité de semences à épandre doit être incorporée au sol à l'aide d'un râteau à une profondeur maximale de 10mm.
- 11.2.5 Le roulage doit être effectué tout de suite avec un rouleau léger de 30-50 kg et de 30 cm de largeur.
- 11.2.6 Arroser les aires ensemencées en pluie fine afin d'éviter que l'eau emporte la semence et pour atteindre un mouillage de 50mm de profondeur.
- 11.2.7 Garder le sol humide durant toute la période de germination.
- 11.2.8 Ne pas tondre la surface gazonnée avant qu'elle ait atteint une hauteur minimale de 50mm.

### **11.3 Entretien des paillis**

11.3.1 Le terrain comporte des zones recouvertes de paillis. Ces zones devront être désherbées au besoin et du paillis devra être ajouté annuellement au fur et à mesure qu'il se dégradera.

11.3.2 À titre d'information seulement, nous estimons qu'un minimum de 20 verges cubes de paillis sera requis annuellement pour maintenir l'aménagement actuel. Les besoins réels pourraient s'avérer supérieurs et dépendront de nombreux facteurs tels la qualité des paillis utilisés, les conditions météorologiques. L'entrepreneur devra fournir un prix pour l'ajout optionnel de paillis (annexe B).

## **12.0 VÉHICULES ET ÉQUIPEMENTS**

- 12.1 Tous les véhicules et équipements devront être maintenus dans un état de propreté acceptable et satisfaire aux exigences de sécurité du CNRC MTL-R.
- 12.2 Tous les véhicules devront être identifiés clairement comme appartenant à l'entrepreneur.
- 12.3 Les véhicules, équipements et outils devront être présentés sur demande à l'autorité responsable pour inspection. Des équipements jugés inadéquats pourront mener à l'annulation du contrat.
- 12.4 L'entrepreneur devra s'assurer que les équipements utilisés sont dans un état satisfaisant pour bien exécuter les travaux demandés. L'ingénieur de bâtiment du CNRC MTL-R ou son représentant se réserve le droit de juger un équipement non sécuritaire ou dans un état inadéquat et d'en exiger le retrait immédiat du lieu de travail. L'entrepreneur sera alors responsable de fournir un équipement de remplacement jugé acceptable par l'ingénieur de bâtiment ou son représentant.
- 12.5 Les réparations seront exécutées à l'entière charge de l'entrepreneur.
- 12.6 L'entrepreneur devra assurer lui-même le transport de son personnel et de ses équipements vers et hors du site de l'Institut et à ses frais.
- 12.7 Tout dommage matériel causé dans le cadre de l'exécution du contrat aux installations de l'Institut, incluant les terrains, les équipements, les bâtiments et les véhicules devra être réparé aux frais de l'entrepreneur dans un délai maximal de dix (10) jours suivant l'identification des dommages.

### **13.0 HEURES DE TRAVAIL, SANTÉ ET SÉCURITÉ**

- 13.1 Les heures normales de travail sont de 7h à 16h, du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés.
- 13.2 L'entrepreneur devra obtenir de l'autorité responsable l'autorisation d'effectuer des travaux en dehors des heures normales (soirs, weekends, jours fériés)
- 13.3 L'entrepreneur devra satisfaire, sans s'y limiter, aux normes environnementales et de santé et sécurité en vigueur sur un territoire fédéral.
- 13.4 Tout accident ou blessure se produisant sur les lieux de travail doit être documenté et communiqué à l'ingénieur de bâtiment ou à son représentant.
- 13.5 L'entrepreneur sera responsable de la santé et de la sécurité de ses employés, en accord avec les lois fédérales, provinciales et municipales applicables.

### **14.0 EXIGENCES CONTRACTUELLES**

- 14.1 Avant le début des travaux, l'entrepreneur fera une inspection du site en présence du représentant de l'entrepreneur et de l'ingénieur ou son représentant au CNRC MTL-R afin d'établir une liste des dommages et/ou anomalies existantes. Cette inspection devra être complétée à l'intérieur d'un délai d'une semaine après l'attribution du contrat.
- 14.2 S'il advient que l'entrepreneur cause des dommages durant l'exécution des travaux, il sera requis de faire effectuer les réparations nécessaires à la satisfaction au CNRC MTL-R, en faisant approuver préalablement par le CNRC MTL-R la méthode de réparation avant qu'aucune facture relative au contrat ne soit recommandée pour paiement.
- 14.3 Lorsque l'ingénieur ou son représentant aura avisé l'entrepreneur qu'il y a manquement à ses obligations en vertu de ce contrat, l'entrepreneur devra dans les 4 heures suivant la réception dudit avis, remédier audit manquement à la satisfaction du CNRC MTL-R. Dans le cas où l'entrepreneur ne prendrait pas les dispositions pour remédier audit manquement dans le temps stipulées dans l'avis ou qu'il y ait négligence de sa part, le CNRC MTL-R pourra sans autre avis prendre les dispositions qui s'imposent pour remédier audit manquement et tous les frais et déboursés encourus par ledit manquement au CNRC MTL-R pourront être déduits de ce contrat.
- 14.4 Le personnel affecté à l'entretien paysager doit, à chaque intervention, signer le registre du personnel à la réception principale, avant et après l'intervention, donnant l'heure d'arrivée et de sortie pour témoigner de la présence de l'entrepreneur sur les lieux. Si le personnel de l'entrepreneur

omet de signer le registre, l'ingénieur ou son représentant ne pourra accepter aucune facture suite à ces services.

- 14.5 Si la couronne ou son représentant autorisé sont insatisfaits de la qualité des services rendus, celui-ci se réserve le droit sans aucune autre obligation, d'annuler le contrat par un préavis écrit de 24 heures.

## **15.0 GRILLE D'ÉVALUATION**

- 15.1 L'entrepreneur doit satisfaire toutes les exigences spécifiées au présent devis et compléter le tableau fourni à l'annexe B.
- 15.2 Les prix soumis au tableau de l'annexe B couvrent les travaux décrits par le présent devis pour une première année et pour chacune des six années optionnelles.
- 15.3 Le grand total de tous les prix fournis pour les sept années (première année et 6 années optionnelles) sera utilisé pour déterminer la valeur de la soumission.
- 15.4 Les prix fournis pour l'engazonnement par unité de surface (500 pi<sup>2</sup>) et pour l'ajout de paillis seront considérés dans l'évaluation de la soumission.
- 15.5 Le prix pour les services d'engazonnement par plaques, par semence et d'ajout de paillis devra être facturé en fonction des réelles quantités utilisées.



## ANNEXE B - MATRICE DE PRIX

	Entretien	Engazonnement par plaques (500 pi <sup>2</sup> )	Engazonnement par semence (500 pi <sup>2</sup> )	Ajout de paillis (20 verges cube) <sup>2</sup>	Total
PREMIÈRE ANNÉE (1 juin 2017 – 15 novembre 2017)	\$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	
ANNÉE OPTIONNELLE # 1 (15 avril 2018 – 15 novembre 2018)	\$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	
ANNÉE OPTIONNELLE # 2 (15 avril 2019 – 15 novembre 2019)	\$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	
ANNÉE OPTIONNELLE # 3 (15 avril 2020 – 15 novembre 2020)	\$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	
ANNÉE OPTIONNELLE # 4 (15 avril 2021 – 15 novembre 2021)	\$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	
ANNÉE OPTIONNELLE # 5 (15 avril 2022 – 15 novembre 2022)	\$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	
ANNÉE OPTIONNELLE # 6 (15 avril 2023 – 15 novembre 2023)	\$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	\$/pi <sup>2</sup> \$	
<b>TOTAL<sup>1</sup></b>	<b>\$</b>				

<sup>1</sup> L'évaluation de la soumission sera basée sur le montant total pour six années, incluant les travaux optionnels (engazonnement, paillis)  
<sup>2</sup> Le prix pour l'ajout de paillis doit inclure la main d'œuvre pour l'épandage et tous les autres coûts associés.

\_\_\_\_\_  
 Nom de l'entreprise

\_\_\_\_\_  
 Signature du représentant de l'entrepreneur

\_\_\_\_\_  
 Nom en caractères d'imprimerie

\_\_\_\_\_  
 Date :



<b>ID</b>	<b>2010C</b>
<b>Titre</b>	<b>Conditions générales - services (complexité moyenne)</b>
<b>Date</b>	<b>2011-05-16</b>
<b>Etat</b>	<b>actif</b>

- 01 Interprétation
- 02 Pouvoirs du Canada
- 03 Situation juridique de l'entrepreneur
- 04 Exécution des travaux
- 05 Contrats de sous-traitance
- 06 Rigueur des délais
- 07 Retard justifiable
- 08 Inspection et acceptation des travaux
- 09 Présentation des factures
- 10 Taxes
- 11 Période de paiement
- 12 Intérêt sur les comptes en souffrance
- 13 Vérification
- 14 Conformité aux lois applicables
- 15 Responsabilité
- 16 Biens de l'État
- 17 Modification
- 18 Cession
- 19 Suspension des travaux
- 20 Manquement de la part de l'entrepreneur
- 21 Résiliation pour raisons de commodité
- 22 Droit de compensation
- 23 Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique
- 24 Honoraires conditionnels
- 25 Sanctions internationales
- 26 Harcèlement en milieu de travail
- 27 Exhaustivité de la convention



**2010C 01 (2008-05-12) Interprétation**

Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« articles de convention » désigne les clauses et conditions reproduites en entier ou incorporées par renvoi à partir du guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* pour former le corps du contrat; cela ne comprend pas les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires, les annexes, la soumission de l'entrepreneur, ou tout autre document;

« autorité contractante » désigne la personne désignée comme tel dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur, pour représenter le Canada dans l'administration du contrat;

« biens de l'État » désigne tout ce qui est fourni à l'entrepreneur par ou pour le Canada, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est payé par le Canada en vertu du contrat;

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom du CNRC;

« contrat » désigne les articles de convention, les présentes conditions générales, toutes conditions générales supplémentaires, annexes et tout autre document intégré par renvoi, tous tels que modifiés de temps à autre avec le consentement des parties;

« entrepreneur » désigne la personne, l'entité ou les entités dont le nom figure au contrat pour fournir au Canada des biens, des services ou les deux;

« partie » désigne le Canada, l'entrepreneur ou tout autre signataire du contrat; « parties » désigne l'ensemble de ceux-ci;

« prix contractuel » désigne la somme mentionnée au contrat payable à l'entrepreneur pour les travaux, excluant la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée;

« travaux » désigne les activités, services, biens, équipements, choses et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du contrat.

**2010C 02 (2008-05-12) Pouvoirs du Canada**

Tous les droits, recours, pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par le Canada en vertu du contrat ou d'une loi sont cumulatifs et non exclusifs.

**2010C 03 (2008-05-12) Situation juridique de l'entrepreneur**

L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant engagé par le Canada pour exécuter les travaux. Rien dans le contrat n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou mandat entre le Canada et l'autre ou les autres parties. L'entrepreneur ne doit se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

**2010C 04 (2008-05-12) Exécution des travaux**

1. L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :

- a) il a la compétence pour exécuter les travaux;
- b) il dispose de tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'oeuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux; et



- c) il a les qualifications nécessaires, incluant la connaissance, les aptitudes, le savoir faire et l'expérience, et l'habileté de les utiliser efficacement pour exécuter les travaux.
2. L'entrepreneur doit :
    - a) exécuter les travaux de manière diligente et efficace;
    - b) sauf pour les biens de l'État, fournir tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux;
    - c) au minimum, appliquer les procédures d'assurance de la qualité et effectuer les inspections et les contrôles généralement utilisés et reconnus dans l'industrie afin d'assurer le degré de qualité exigé en vertu du contrat;
    - d) sélectionner et engager un nombre suffisant de personnes qualifiées;
    - e) exécuter les travaux conformément aux normes de qualité jugées acceptables par le Canada et en pleine conformité avec les spécifications et toutes les exigences du contrat;
    - f) surveiller la réalisation des travaux de façon efficiente et efficace en vue de s'assurer que la qualité de leur exécution est conforme à celle énoncée dans le contrat.
  3. L'adjudicataire consent à la communication des principaux éléments d'information concernant le marché si la valeur de celui-ci excède 10 000\$ à l'exception des renseignements visés à l'un des alinéas 20(1)a) à d) de la Loi sur l'accès à l'information.

#### **2010C 05 (2008-05-12) Contrats de sous-traitance**

L'entrepreneur peut confier en sous-traitance la fourniture des biens ou des services qu'il sous-traite normalement. La sous-traitance n'a pas pour effet de dégager l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat, ni d'imposer, au Canada des responsabilités envers un sous-traitant. Dans tous les contrats de sous-traitance, l'entrepreneur convient d'obliger les sous-traitants à respecter les mêmes conditions que celles auxquelles il est soumis en vertu du contrat, à moins que l'autorité contractante consente à ce qu'il en soit autrement.

#### **2010C 06 (2008-05-12) Rigueur des délais**

Il est essentiel que les travaux soient exécutés dans les délais prévus au contrat.

#### **2010C 07 (2008-05-12) Retard justifiable**

1. Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de toute obligation prévue au contrat à cause d'un événement qui :
  - a) est hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur;
  - b) ne pouvait raisonnablement avoir été prévu;
  - c) ne pouvait raisonnablement avoir été empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur; et
  - d) est survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur,sera considéré un « retard justifiable » si l'entrepreneur informe l'autorité contractante de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en prend connaissance. L'entrepreneur doit de plus informer l'autorité contractante, dans les quinze (15) jours ouvrables, de toutes les circonstances reliées au retard et soumettre à l'approbation de l'autorité contractante un plan de redressement clair qui détaille les étapes que l'entrepreneur propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard.
2. Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard justifiable sera reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable.



3. Toutefois, au bout de trente (30) jours ou plus de retard justifiable, l'autorité contractante peut, par avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement qui a contribué au retard justifiable. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
4. Le Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du contrat.

#### **2010C 08 (2008-05-12) Inspection et acceptation des travaux**

Tous les travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.

#### **2010C 09 (2008-05-12) Présentation des factures**

1. Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit présenter des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer uniquement au présent contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.
2. Les factures doivent contenir :
  - a) la date, le nom et l'adresse du client, les numéros d'articles ou de référence, les biens livrables et(ou) la description des travaux, le numéro du contrat, et le numéro de la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH);
  - b) des renseignements sur les dépenses conformément à la base de paiement, la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) non comprise (comme le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, les tarifs horaires fermes, le niveau d'effort et les sous-contrats, selon le cas);
  - c) les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu;
  - d) le report des totaux, s'il y a lieu; et
  - e) s'il y a lieu, le mode d'expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, les frais d'expédition et tous les autres frais supplémentaires.
3. La TPS ou la TVH, dans la mesure où elles s'appliquent, doivent être indiquées séparément dans toutes les factures. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels la TPS ou la TVH ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures.
4. En présentant une facture, l'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

#### **2010C 10 (2010-08-16) Taxes**

1. Taxes municipales  
Les taxes municipales ne s'appliquent pas.
2. Taxes provinciales
  - a) Sauf pour les exceptions légiférées, les ministères et organismes fédéraux ne doivent pas payer la taxe de vente imposée par la province dans laquelle les biens ou les services taxables sont livrés. Cette exonération a été accordée aux ministères et organismes fédéraux en vertu de l'une des autorisations suivantes :



- (i) numéros de permis d'exonération de taxe de vente provinciale (TVP), pour les provinces suivantes :

Ile-du-Prince-Édouard OP-10000-250  
Manitoba 390-516-0

- (ii) pour le Québec, la Saskatchewan, le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, une certification d'exonération qui certifie que les biens ou services achetés ne sont pas assujettis aux taxes de vente et aux taxes à la consommation provinciales et territoriales parce qu'ils sont achetés par le gouvernement fédéral avec des fonds publics pour utilisation par le gouvernement fédéral.
- b) Actuellement, il n'y aucune TVP en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Cependant, si la TVP était instaurée en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, le numéro du certificat d'exonération de la taxe de vente devrait être inscrit sur le document d'achat.
- c) Les ministères fédéraux doivent payer la TVH dans les provinces participantes. Ces provinces sont Terre-Neuve et Labrador, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et la Colombie-Britannique.
- d) L'entrepreneur n'est pas dispensé de l'obligation de payer la TVP en vertu des numéros de permis d'exonération ci-dessus ou de la certification d'exonération. L'entrepreneur doit payer la TVP sur les biens ou les services taxables consommés ou utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément à la législation provinciale applicable), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.

### 3. Modifications aux taxes et droits

En cas de modification apportée à toute taxe ou droit payable à tout palier de gouvernement après la date de la soumission et qui modifie le coût des travaux pour l'entrepreneur, le prix contractuel sera rectifié de façon à tenir compte de l'augmentation ou de la baisse du coût pour l'entrepreneur. Toutefois, il n'y aura pas de rectification pour toute modification qui augmente le coût des travaux pour l'entrepreneur si, avant la date de la soumission, un avis public de la modification avait été communiqué de façon suffisamment détaillée pour qu'il puisse calculer l'effet du changement sur son coût. Il n'y aura pas de rectification si la modification entre en vigueur après la date de livraison des travaux prévue dans le contrat.

### 4. TPS ou TVH

La TPS ou la TVH, dans la mesure où elle s'applique, est comprise dans le coût estimatif total indiqué à la page 1 du contrat. La TPS ou la TVH n'est pas comprise dans le prix contractuel, mais elle sera payée par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures figurant ci-dessus. L'entrepreneur s'engage à verser à l'Agence du revenu du Canada toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de la TPS et de la TVH.

### 5. Retenue d'impôt de 15 p. 100

En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le *Règlement de l'impôt sur le revenu*, le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur est non résident, à moins que ce dernier obtienne une dérogation valide. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

## 2010C 11 (2008-05-12) Période de paiement

1. La période normale de paiement du Canada est de trente (30) jours. La période de paiement est calculée à compter de la date de réception d'une facture dont le format et le contenu sont acceptables conformément au contrat, ou la date de réception des travaux dans un état acceptable tel qu'exigé au



contrat, selon la plus tardive des deux dates. Un paiement est considéré en souffrance le 31<sup>e</sup> jour suivant cette date, et des intérêts seront calculés automatiquement, conformément à l'article 12.

2. Si le contenu de la facture et les renseignements connexes nécessaires ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, le Canada avisera l'entrepreneur dans les quinze (15) jours suivant la réception. La période de paiement de trente (30) jours débute à la réception de la facture révisée ou à la réception des travaux corrigés ou remplacés. Le défaut du Canada d'aviser l'entrepreneur dans les quinze (15) jours n'aura pour conséquence que la date stipulée au paragraphe 1 servira uniquement à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

#### **2010C 12 (2008-12-12) Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« date de paiement » désigne la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada afin de payer une somme exigible en vertu du contrat;

« en souffrance » désigne la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible conformément au contrat;

« taux d'escompte » désigne le taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel la Banque du Canada consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;

« taux moyen » désigne la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement;

2. Le Canada versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par an, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement inclusivement. L'entrepreneur n'est pas tenu d'aviser le Canada pour que l'intérêt soit payable.
3. Le Canada versera des intérêts conformément à cet article seulement si le Canada est responsable du retard à payer l'entrepreneur. Le Canada ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

#### **2010C 13 (2008-05-12) Vérification**

Le montant réclamé en vertu du contrat pourra faire l'objet d'une vérification par le gouvernement avant et après le versement du montant. L'entrepreneur doit tenir des comptes et registres appropriés sur les coûts des travaux et conserver tous les documents reliés à ces coûts pendant six (6) ans après le dernier paiement effectué en vertu du contrat.

#### **2010C 14 (2008-05-12) Conformité aux lois applicables**

1. L'entrepreneur doit se conformer aux lois applicables à l'exécution du contrat. Sur demande raisonnable du Canada, l'entrepreneur doit fournir une preuve de conformité aux lois applicables.
2. L'entrepreneur doit obtenir et tenir à jour à ses propres frais tous les permis, licences, approbations réglementaires et certificats exigés pour l'exécution des travaux. Sur demande de l'autorité contractante, il doit remettre au Canada une copie de tout permis, licence, approbation réglementaire ou certification exigé.

#### **2010C 15 (2008-05-12) Responsabilité**

L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents au Canada ou à tout tiers. Le Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents à l'entrepreneur ou à tout tiers. Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. Les dommages comprennent les blessures



causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès) ou la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par ou durant l'exécution du contrat.

**2010C 16 (2008-05-12) Biens de l'État**

L'entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens de l'État dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.

**2010C 17 (2008-05-12) Modification**

Pour être en vigueur, toute modification du contrat doit être faite par écrit par l'autorité contractante et le représentant autorisé de l'entrepreneur.

**2010C 18 (2008-05-12) Cession**

1. L'entrepreneur ne peut céder le contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Toute cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet. La cession entrera en vigueur suite à l'exécution d'une entente de cession signée par les parties et le cessionnaire.
2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat et n'impose aucune responsabilité au Canada.

**2010C 19 (2008-05-12) Suspension des travaux**

L'autorité contractante peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou arrêter les travaux ou une partie des travaux prévus au contrat. L'entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension.

**2010C 20 (2008-05-12) Manquement de la part de l'entrepreneur**

1. Si l'entrepreneur manque à l'une de ses obligations prévues au contrat, l'autorité contractante peut, après avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour manquement. La résiliation entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai prévu dans l'avis si l'entrepreneur n'a pas, dans le délai prévu, remédié au manquement selon les exigences de l'autorité contractante.
2. Si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation ou dissolution de son entreprise, l'autorité contractante peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier sans délai le contrat ou une partie du contrat pour manquement.
3. Si le Canada donne un avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article. L'entrepreneur demeure redevable envers le Canada des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'augmentation du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par quelqu'un d'autre. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.

**2010C 21 (2008-05-12) Résiliation pour raisons de commodité**

1. L'autorité contractante peut, à tout moment avant la fin des travaux, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour des raisons de commodité. Une fois un tel avis de résiliation donné, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences prévus dans l'avis de résiliation. Si le contrat est résilié en partie seulement, l'entrepreneur doit poursuivre l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. La résiliation prendra effet immédiatement ou, le cas échéant, au moment prévu dans l'avis de résiliation.





2. Si un avis de résiliation est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur aura le droit d'être payé les coûts raisonnablement et dûment engagés pour l'exécution du contrat compte tenu qu'il n'a pas déjà été payé ou remboursé par le Canada. L'entrepreneur sera payé :
  - a) sur la base du prix contractuel, pour tous les travaux complétés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été complétés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
  - b) le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, pour les travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement; et
  - c) les frais liés à la résiliation des travaux engagés par l'entrepreneur, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement obligé de leur verser.
3. Le Canada peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de toute partie des travaux, si après inspection, elle ne satisfait pas aux exigences du contrat.
4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, compensation, perte de profit, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

**2010C 22 (2008-05-12) Droit de compensation**

Sans restreindre tout droit de compensation accordé par la loi, le Canada peut utiliser en compensation de tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, tout montant payable au Canada par l'entrepreneur en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours. Le Canada peut, en effectuant un paiement en vertu du contrat, déduire du montant payable à l'entrepreneur tout montant qui est ainsi payable au Canada par l'entrepreneur, qui en vertu du droit de compensation, peut être retenu par le Canada.

**2010C 23 (2008-05-12) Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique**

L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la *Loi sur les conflits d'intérêts*, 2006, ch. 9, art. 2, du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes spécifiques ne peuvent bénéficier directement du contrat.

**2010C 24 (2008-12-12) Honoraires conditionnels**

L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent article, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à la soumission, à la négociation ou à l'obtention du contrat et « personne » comprend tout individu qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*, 1985, ch. 44 (4e suppl.).

**2010C 25 (2010-08-16) Sanctions internationales**

1. Les personnes au Canada et les Canadiens et les Canadiennes à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut



accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques.

2. L'entrepreneur ne doit pas fournir au gouvernement du Canada un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
3. L'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la période du contrat. L'entrepreneur doit immédiatement aviser le Canada s'il est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat suite à l'imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou l'ajout de biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le contrat sera résilié pour des raisons de commodité conformément à l'article 21.

**2010C 26 (2010-08-16) Harcèlement en milieu de travail**

1. L'entrepreneur reconnaît la responsabilité du Canada d'assurer à ses employés un milieu de travail sain et exempt de harcèlement. On peut trouver sur le site Web du Conseil du Trésor une copie de la Politique sur la prévention et le règlement du harcèlement en milieu de travail qui s'applique également à l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur ne doit pas, en tant qu'individu, ou en tant qu'entité constituée ou non en personne morale, par l'entremise de ses employés ou de ses sous-traitants, harceler, maltraiter, menacer ou intimider un employé, un entrepreneur ou un autre individu employé par le Canada ou travaillant sous contrat pour celui-ci, ou exercer une discrimination contre lui. L'entrepreneur sera informé par écrit de toute plainte et aura le droit de répondre par écrit. Après avoir reçu la réponse de l'entrepreneur, l'autorité contractante déterminera, à son entière discrétion, si la plainte est fondée et décidera de toute mesure à prendre.

**2010C 27 (2008-05-12) Exhaustivité de la convention**

Le contrat constitue l'entente complète et unique intervenue entre les parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au contrat lient les parties.

Annexe D - Formulaire de déclaration – DDP

Formulaire de déclaration - Demande de propositions (DDP)-Page 1

Numéro de l'invitation :

Titre du projet :

Nom du proposant :

Adresse:

Adresse de correspondance (si elle diffère de l'adresse)

Ville :

Ville :

Prov./Terr./État :

Code postal/ZIP :

Prov./Terr./État :

Code postal/ZIP :

Numéro de téléphone : ( )

Numéro de télécopieur : ( )

Langue préférée de correspondance :

Anglais

Français

Type d'entreprise

Taille de l'entreprise

Propriétaire unique

Consortium constitué en société incorporée

Nombre d'employés \_\_\_\_\_

Associés

Consortium constitué en société de commandite

Architectes/Ingénieurs diplômés \_\_\_\_\_

Société

Consortium constitué en société de personnes

Autres professionnels \_\_\_\_\_

Consortium contractuel

Soutien technique \_\_\_\_\_

Autres \_\_\_\_\_

Équité en matière d'emploi

Les soumissionnaires doivent noter qu'en vertu du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, certaines entreprises présentant des offres pour des marchés du gouvernement fédéral doivent s'engager en bonne et due forme à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi, avant que leur proposition soit jugée conforme. Tous les proposants doivent cocher la ou les cases pertinentes ci-dessous, faute de quoi leur proposition pourra être jugée irrecevable

Les exigences du programme ne s'appliquent pas pour la ou les raisons suivantes :

ou, les exigences du programme s'appliquent effectivement :

Offre inférieure à 1 000 000 \$

Une copie de l'Attestation d'engagement signée est jointe; ou

Cette entreprise compte moins de 100 employés permanents, à temps plein ou à temps partiel, d'un bout à l'autre du Canada

Le numéro de l'Attestation est : \_\_\_\_\_

Cette entreprise est un employeur sous réglementation fédérale

- Nota :
1. Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi ne s'applique qu'aux proposants établis au Canada.
  2. On peut obtenir des renseignements sur l'Attestation d'engagement, sur les critères connexes et sur d'autres aspects du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi dans le cadre du Service électronique d'appel d'offres du gouvernement MERX.

# Formulaire de déclaration - Demande de propositions (DDP)-Page 2

Numéro de l'invitation : \_\_\_\_\_

Titre du projet : \_\_\_\_\_

**Le présent formulaire de déclaration doit faire partie intégrante de toute proposition. À défaut de fournir les renseignements exigés et de les garantir en signant à l'endroit approprié ci-dessous, la proposition sera jugée irrecevable. Le formulaire dûment rempli devrait être annexé à votre proposition**

**DÉCLARATION :** Je, soussigné, à titre de dirigeant du proposant, atteste par la présente que les renseignements fournis dans le présent formulaire et dans la proposition ci-jointe sont exacts au meilleur de ma connaissance.

Nom (lettres moulées) : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : ( ) \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

La personne susmentionnée servira d'intermédiaire avec le CNRC.

**INSTRUCTIONS ET CONDITIONS UNIFORMISÉES**  
**(APPLICABLES AUX DEMANDES DE SOUMISSIONS)**

**1. Présentation des soumissions**

1.1 Il incombe au soumissionnaire :

- a) de retourner l'original de la demande de soumissions, dûment rempli et signé, SELON LA PRÉSENTATION REQUISE;
- b) d'envoyer sa soumission SEULEMENT à l'adresse prévue pour la réception des soumissions;
- c) de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, le numéro de référence de la demande de soumissions ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions soient clairement indiqués;
- d) de fournir une soumission complète et suffisamment détaillée, contenant tous les renseignements demandés concernant les prix, afin de permettre une évaluation complète conformément aux critères établis dans la demande de soumissions.

**La responsabilité de faire parvenir les soumissions à la bonne adresse et dans les délais prévus incombe entièrement au soumissionnaire. Le Conseil National de Recherche Canada (CNRC) n'assumera pas ces responsabilités, ni n'acceptera qu'elles lui soient transférées. Le soumissionnaire doit assumer tous les risques ou conséquences qui sont attribuables à une soumission qui n'est pas bien acheminée.**

- 1.2 Les soumissions peuvent être acceptées en totalité ou en partie. Ni la plus basse, ni l'une quelconque des soumissions ne sera nécessairement acceptée. En cas d'erreur dans le calcul des prix, le prix unitaire sera retenu. Un contrat peut être accordé par le CNRC sans qu'il y ait de négociation.
- 1.3 Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- 1.4 Les soumissions seront valables pendant au moins soixante (60) jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions, à moins que le CNRC n'inclue une indication contraire dans la demande de soumissions.
- 1.5 Bien que le CNRC puisse passer un marché sans négociation, il se réserve le droit d'en négocier les dispositions avec le soumissionnaire.
- 1.6 Nonobstant la période de validité des soumissions qui est stipulée dans la présente demande de soumissions, le Canada se réserve le droit de demander, dans un délai d'au moins trois (3) jours avant la fin de cette période, à tous les soumissionnaires dont la soumission a été jugée recevable de consentir une prolongation de cette période. Les soumissionnaires auront la possibilité d'accepter ou de refuser la prolongation.
- 1.7 Si la prolongation mentionnée ci-dessus est acceptée, par écrit, par tous ceux qui ont présenté une soumission jugée recevable, le Canada poursuivra immédiatement l'évaluation des soumissions et le processus d'approbation.
- 1.8 Si la prolongation mentionnée ci-dessus n'est pas acceptée, par écrit, par tous ceux qui ont présenté une soumission jugée recevable, le Canada, à son entière discrétion, continuera d'évaluer les soumissions jugées recevables des soumissionnaires qui ont accepté la prolongation et demandera les approbations nécessaires, annulera la demande de soumissions, ou encore annulera la demande de soumissions et en publiera une nouvelle.

## 2. Soumissions en retard

2.1 C'est la politique du CNRC de renvoyer, non décacheté, les soumissions livrées après la date et l'heure de clôture stipulée, à moins que ces dernières ne soient considérées comme des soumissions retardées selon les circonstances énoncées ci-dessous.

## 3. Soumissions retardées

3.1 Une soumission livrée au point de réception désigné après l'heure et la date de clôture, mais avant l'adjudication du contrat, peut être prise en considération, à condition que le soumissionnaire puisse prouver que le retard est dû uniquement à un délai de livraison dont la Société canadienne des postes (SCP) (ou l'équivalent national d'un pays étranger) est responsable. Les seules preuves acceptées par le CNRC pour justifier un retard dû au service de la SCP sont les suivantes :

- a) un timbre à date d'oblitération de la SCP;
- b) un connaissance de Messageries prioritaires de la SCP;
- c) une étiquette Xpresspost de la SCP,

qui indiquent clairement que la soumission a été postée avant la date de clôture.

Par exemple: Si la date de clôture des soumissions était le 15 mai 1995, le cachet d'oblitération de la SCP ne devrait pas porter une date ultérieure au 14 mai 1995 pour que la soumission soit acceptée.

3.2 Veuillez demander à l'employé des postes d'apposer le timbre à date sur votre enveloppe.

3.3 Pour les soumissions transmises par télécopieur ou par télégramme commercial, seulement la date et l'heure consignées par le CNRC au numéro de réception des soumissions figurant dans la demande de soumissions serviront comme preuve d'une soumission retardée.

3.4 Le CNRC n'acceptera pas les soumissions qui sont reçues en retard en raison d'une erreur d'acheminement, du volume de trafic, de perturbations atmosphériques ou d'autres motifs.

## 4. Machines à affranchir

4.1 Le timbre de machine à affranchir, qu'il soit apposé par le fournisseur, la SCP ou le service postal d'un pays étranger, ne constitue pas une preuve que la soumission a été expédiée à temps. Il est à noter que la SCP n'appose pas habituellement de timbre à date d'oblitération sur le courrier affranchi à la machine; elle ne le fait généralement que lorsque le courrier est affranchi au moyen d'un timbre-poste.

## 5. Dédouanement

5.1 Le soumissionnaire a la responsabilité de prévoir un délai suffisant pour obtenir un dédouanement, lorsqu'il y a lieu, avant la date et l'heure de clôture des soumissions. Les retards dus à l'obtention d'un dédouanement ne peuvent être considérés comme des « retards imprévus dus au service postal » et ne seront pas admissibles selon la Politique régissant les soumissions en retard.

Pour obtenir d'autres renseignements, veuillez vous adresser à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la demande de soumissions.



Conseil national de recherches Canada  
Conditions d'assurance

CNR0204D

ATTESTATION D'ASSURANCE DE L'ASSUREUR  
(À ÊTRE COMPLÉTÉE PAR L'ASSUREUR (NON PAR LE COURTIER) ET LIVRÉE AU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA DANS  
LES TRENTE JOURS SUIVANT L'ACCEPTATION DE LA SOUMISSION)

## MARCHÉ

DESCRIPTION DES TRAVAUX	NUMÉRO DE MARCHÉ	DATE D'ADJUDICATION
ENDROIT		

## ASSUREUR

NOM

ADRESSE

## COURTIER

NOM

ADRESSE

## ASSURÉ

NOM DE L'ENTREPRENEUR

ADRESSE

## ASSURÉ ADDITIONNEL

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA REPRÉSENTÉE PAR LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE QUE LES POLICES D'ASSURANCE SUIVANTES SONT PRÉSENTEMENT EN VIGUEUR ET COUVRENT  
TOUTES LES ACTIVITÉS DE L'ASSURÉ, EN FONCTION DU MARCHÉ DU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA CONCLU ENTRE  
L'ASSURÉ DÉNOMMÉ ET LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA SELON LES CONDITIONS D'ASSURANCE "E".

GENRE	POLICE				
	NUMÉRO	DATE D'EFFET	DATE D'EXPIRATION	LIMITES DE GARANTIE	FRANCHISE
RESPONSABILITE CIVILE DES ENTREPRISES					
ASSURANCE DES CHANTIERS "TOUS RISQUES"					
RISQUES D'INSTALLATION "TOUS RISQUES"					

L'ASSUREUR CONVIENT DE CONNER UN PRÉAVIS DE TRENTE JOURS AU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA EN CAS DE  
TOUTE MODIFICATION VISANT LA GARANTIE D'ASSURANCE OU LES CONDITIONS OU DE L'ANNULATION DE N'IMPORTE QUELLE POLICE  
OU GARANTIE QUI FONT PARTIE INTÉGRANTE DU CONTRAT.

NOM DU CADRE OU DE LA PERSONNE AUTORISÉE	SIGNATURE	DATE:
		NUMÉRO DE TÉLÉPHONE:



Government of Canada

Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité <b>UNCLASSIFIED</b>

**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)  
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

**PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE**

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine <b>CNRC</b>	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction <b>MONTREAL - ROYALMOUNT</b>
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant

4. Brief Description of Work / Brève description du travail  
**Service d'entretien paysager**

5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?  
 No / Non  Yes / Oui

5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?  
 No / Non  Yes / Oui

6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis

6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets?  
(Specify the level of access using the chart in Question 7. c)  
(Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)  
 No / Non  Yes / Oui

6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas?  
No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted.  
Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.  
 No / Non  Yes / Oui

6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage?  
S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?  
 No / Non  Yes / Oui

7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès

Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>

**7. c) Level of Information / Niveau d'information**

PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>





**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
 Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  
 If Yes, indicate the level of sensitivity:  
 Dans l'affirmative, Indiquer le niveau de sensibilité :

No / Non  Yes / Oui

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
 Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

No / Non  Yes / Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET           | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT<br>TRÈS SECRET - SIGINT        | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS              |   |   |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.  
 REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
 Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?  
 If Yes, will unscreened personnel be escorted?  
 Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

No / Non  Yes / Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
 Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

No / Non  Yes / Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
 Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

No / Non  Yes / Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
 Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

No / Non  Yes / Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
 Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

No / Non  Yes / Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
 Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

No / Non  Yes / Oui



Government of Canada

Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(les) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media / Support TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link / Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

No / Non  Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

No / Non  Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada

Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

Security Classification / Classification de sécurité  
**UNCLASSIFIED**

**PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION**

**13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme**

Name (print) - Nom (en lettres moulées) <b>GRENIER SYLVAIN</b>		Title - Titre <b>Superviseur de site</b>	Signature 
Telephone No. - N° de téléphone <b>514 496 6201</b>	Facsimile No. - N° de télécopieur <b>514 496 1928</b>	E-mail address - Adresse courriel <b>sylvain.grenier@cnrc.gc.ca</b>	Date <b>2017-04-06</b>

**14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme**

Name (print) - Nom / en lettres moulées <b>Richard Bramucci</b>		Title - Titre <b>Analyst, Security in Contracting Analyste, sécurité dans les marchés</b>	Signature 
Telephone No. - N° de téléphone <b>613 991-1093</b>	Facsimile No. - N° de télécopieur <b>613-990-0946</b>	E-mail address - Adresse courriel <b>BRAMUCCI.R@NRC.CA</b>	Date <b>APR 10 2017</b>

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?  
Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

No / Non  Yes / Oui

**16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement**

Name (print) - Nom (en lettres moulées) <b>Melody Ellis</b>		Title - Titre <b>Senior Procurement officer</b>	Signature 
Telephone No. - N° de téléphone <b>613-993-4461</b>	Facsimile No. - N° de télécopieur <b>613-991-3297</b>	E-mail address - Adresse courriel <b>melody.ellis@nrc.gc.ca</b>	Date <b>Apr. 11 / 2017</b>

**17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date